

Chers Compatriotes,

En me rendant chez une nation à laquelle, depuis un temps immémorial, nous sommes liés par une conformité de nobles sentiments, je sens le besoin de retracer devant vous et devant les diverses souches de la grande famille slave les motifs qui m'ont porté à cette démarche, pour rendre, aussi consciencieusement que possible, compte de ma détermination. Vous me permettrez de suivre la marche de mes pensées, de mes espérances, pour ainsi dire, pas à pas, époque par époque, et cela en mentionnant aussi bien celles où, presque enfant, je ne suivais que mes sentiments, que celles où, parvenu à un âge mûr, cette détermination est devenue le fruit d'une longue expérience.

Dès l'âge de dix ans, j'ai toujours senti un véritable penchant pour la nation hongroise; les rêves de ma jeunesse étaient de voir ma patrie, effacée alors du nombre des nations, rétablie à l'aide de la nation hongroise. En 1806, c'est-à-dire à l'âge de seize ans, j'allais, pour obéir à la volonté de ma mère, à Vienne, où, placé à l'Académie du Génie, les rêves de ma jeunesse éprouvèrent un grand désenchantement; je trouvai là une quarantaine de jeunes condisciples hongrois; mais cette race valeureuse, que je me représentais chevaleresque, tels qu'auraient dû être les descendants des compagnons d'armes du grand Batory, m'apparut sous un aspect tout différent. Les noms étaient bien les noms des anciennes familles des guerriers hongrois, les traits mêmes marquaient encore une race distincte; mais les mœurs, les habitudes, les tendances étaient déjà tout allemandes, car c'était la jeunesse née sous l'influence du système de l'empereur Joseph, tendant, comme chacun sait, à germaniser toutes les nationalités dont se composait le corps de la monarchie autrichienne. Ce système habilement implanté, soigneusement suivi, commençait à porter ses fruits. Mes illusions cessèrent donc, ou au moins furent-elles pour longtemps assoupies.

Je n'eus plus d'autres rapports avec les Hongrois que ceux où, placés dans des rangs opposés, nous combattions les uns contre les autres durant les guerres de l'Empire français. J'espère que l'estime que nous avons ressentie pour leur valeur, ils l'ont aussi éprouvée pour les régiments polonais qu'ils ont combattus.

Après l'année 1815, rentré dans mes foyers, je devins à peu près étranger à la politique jusqu'à ce que les dangers de la patrie m'eussent, en 1831, rappelé sous les armes.

Depuis notre chute, étant par ma position plus intéressé à suivre la marche des événements, je n'ai pas pu rester indifférent et ne point être saisi d'admiration pour les hommes éminents de la Hongrie, qui ont commencé et persévéré dans une lutte avec le gouvernement autrichien pour revendiquer les droits de leur nation, qu'une longue suite de mesures astucieuses avaient presque fait tomber en désuétude.

J'ai cru longtemps que le gouvernement autrichien, ou au moins un des nombreux archiducs de la maison d'Autriche, aurait assez de grandeur d'âme, d'élévation de sentiment, pour comprendre, qu'il était plus noble, plus généreux et même plus profitable pour l'Empire autrichien, non seulement de permettre ce réveil de la nationalité de la Hongrie, mais même de se mettre à la tête de ce mouvement d'une nation chevaleresque et valeureuse pour reverdir, renforcer une puissance que le temps avait vermoulue.

Dans cet espace de temps, j'ai non seulement, dans mes écrits publiés par l'impression, montré à la monarchie autrichienne combien il lui était facile de devenir la première puissance de l'Europe; mais, dans maintes occasions, je me suis adressé directement au gouvernement autrichien. Il était évident pour moi qu'il était plus facile à l'Autriche qu'à toute autre puissance, de rétablir ma patrie et de revenir elle-même à son véritable nom d'Empire d'Orient (Oesterreich).

Mais l'aveuglement de ce gouvernement, le manque de sentiments élevés dans les hommes placés à sa tête, leur confiance dans les divisions intestines soigneusement entretenues depuis une longue suite d'années entre les diverses classes des habitants de son empire, tous ces bas motifs réunis ont fait que mes ardentes prières où il pouvait, voir par les sacrifices personnels que je voulais faire la reconnaissance de ma nation dans un long avenir, ont été rejetées : et peu de temps après le dernier écrit que je lui ai adressé, au lieu de poursuivre le but élevé que je lui faisais entrevoir, le gouvernement autrichien a préféré se souiller par les massacres de 1846.

Depuis cette funeste époque, mes espérances ont dû nécessairement s'évanouir, espérances basées sur la conviction que, pour que le bonheur arrive à l'humanité d'une manière stable, il faut que les changements à introduire dans l'état social découlent d'en haut, soient introduits par un pouvoir établi, au lieu d'être amenés par des commotions surgies d'en bas; car dans ce dernier cas, outre nombre de malheurs, les masses peuvent être facilement égarées par de faux prophètes d'une fausse liberté.

Les événements survenus en France en 1848, la monarchie faisant place à la République, le contre-coup de ces événements ressenti à Vienne et Berlin, loin de me faire changer d'avis, m'ont renforcé dans mon opinion; la manière désordonnée avec laquelle les hommes qui avaient pris le pouvoir en février fondaient la nouvelle forme sociale en France, me prouva que la liberté européenne n'avait de longtemps aucun secours à attendre de la France. Loin de là, je ressentis la crainte que le déversement de l'anarchie ne procurât à la Russie les moyens de prendre en Europe une position tellement forte, que plus tard tous les efforts de l'Europe entière seraient impuissants. M'adresser au gouvernement autrichien après ses actes de 1846 en Gallicie et à Cracovie m'était impossible, comme Polonais; mais je sentais que pour que l'Europe pût tenir tête à la Russie, il fallait que les gouvernements voisins de la Russie, qui se débattaient contre des mouvements intérieurs, eussent un appui dans un gouvernement libre; j'écrivis donc une lettre à l'homme éminent qui dirige les affaires étrangères de la Grande-Bretagne pour lui faire

voir que la Prusse, ou bien quelque prince de la maison d'Autriche, pourraient compter sur l'appui de la Pologne, en cas qu'ils voulussent entrer en lice contre la Russie, puissance que je regardes toujours comme un véritable danger pour la civilisation entière.

Après avoir fait cette démarche, recevant de nombreuses invitations de différentes parties de la Pologne, où une déclaration de confiance illimitée m'était exprimée, mais où en même temps on me marquait le désir le plus vif de me voir arriver le plus tôt possible de peur que les forces nationales ne tombassent dans des mains incapables ou anarchiques, je me mis en route pour Cracovie, mais là j'avais déjà été devancé par des hommes qui, oubliant que notre but unique doit être le rétablissement de notre patrie, se sont liés en une société malfaisante, qui croit que c'est par l'anarchie et non par l'ordre que doit être amené le bien-être de l'humanité.

Leur séjour à Cracovie, leurs prédications et leurs actes durent presque forcément amener les déplorables événements de Cracovie.

En voyant ces tristes résultats à Cracovie, et d'un autre côté la lutte si nuisible pour notre cause qui avait lieu dans le grand-duché de Posen, j'ai cru qu'une imposante réunion des principaux citoyens du pays pourrait seule obvier à ce qu'à la première occasion favorable le pays ne se trouvât exposé aux mêmes inconvénients, c'est-à-dire à une nouvelle anarchie et à un manque de ressources financières; j'ai donc pris sur moi, fort uniquement de mes bonnes intentions et du renom que m'avaient donné mes services d'autrefois, d'écrire des lettres de convocation appelant de la Gallicie, de Cracovie et du duché de Posen, des hommes de toutes les opinions et les invitant à se rendre dans la ville de Breslau pour que, mettant fin à des discordes puérides, ils pussent poser les bases nécessaires pour l'avenir. A très peu d'exceptions près, mon appel fut entendu; mais, malgré ce résultat flatteur pour moi, un parti, uni, à ce qu'il semble, dans le but de rendre tous les efforts de notre malheureuse patrie inutiles, réussit par des manœuvres peu loyales à empêcher que des mesures ayant quelque base solide pussent être décidées. La réunion ne prit donc aucune décision, si ce n'est qu'un projet de ligue polonaise, à l'instar de la ligue anglaise contre le corn-bill, fut présenté et, je crois, souscrit par une partie de la réunion. Dans les premiers jours de cette réunion de Breslau, et peut-être même à l'annonce de cette réunion, je vis arriver chez moi un noble hongrois; sans en être toutefois certain, je crois que son but était de m'engager à me rendre en Hongrie; au moins des propositions formelles me furent-elles faites par celui de mes compatriotes qui, lié avec lui, l'amena chez moi. J'évitai de donner suite à ce projet, car je ne voulais pas, dans ma conscience, avoir à me reprocher de pouvoir, par ma présence à Pesth, encourager une rupture entre la Hongrie et l'Autriche, rupture qui dès lors paraissait imminente. D'ailleurs la lutte en Hongrie existait alors purement entre les Hongrois ou Magyares et les Croates, et je considérais cette lutte comme une guerre civile. Malheureusement la majorité de mes compatriotes à Breslau, était d'un avis contraire au mien, avis qui les portait à être plutôt pour le parti croate que pour les Magyares.

Si mes ressources pécuniaires m'eussent permis de faire un séjour un peu long en Hongrie, peut-être y serais-je allé pour tâcher que les deux parties de la Hongrie amenées à une lutte entre elles par les menées autrichiennes, c'est-à-dire la partie magyare et la partie croate, pussent s'entendre et se reformer en une seule nation comme elles l'étaient toujours; peut-être même aurais-je pu empêcher une rupture absolue avec l'Autriche, ou au moins celle entre la Hongrie et son jeune palatin.

La réunion polonaise durait encore lorsqu'un congrès slave fut convoqué à Prague. Je ne crus pas devoir me rendre à cette réunion de Prague, en premier lieu, parce que mon passeport ne me donnait pas le droit d'entrer en Autriche, mais surtout, parce que la manière dont l'Autriche envisagerait ce congrès slave n'était pas connue; mais je crus faire ce que les circonstances me permettaient pour que cette réunion amenât quelque résultat en écrivant au comte de Thun, et en lui communiquant quelles étaient les décisions à prendre, que je croyais les plus urgentes pour nous autres Slaves.

Je proposais donc :

1° Que l'assemblée prononçât qu'il y a parfaite solidarité entre toute les souches de la grande famille slave, de sorte que les intérêts de chacune d'entre elles devinssent les intérêts de toutes les autres.

2° Qu'une députation fût envoyée, séance tenante, aux Croates et aux autres Slaves habitant la Hongrie, pour leur dire que les intérêts de la famille slave exigeaient de voir leurs différends avec les Magyares terminés à l'amiable. Cette même députation aurait dû après cela se rendre à Pesth, pour amener les Magyares à faire les concessions nécessaires.

3° La réunion devait faire une déclaration solennelle, qu'une fois la grande famille slave constituée, le recrutement forcé serait à jamais aboli; 90 millions d'hommes devant être assez forts pour n'avoir pas besoin d'armée permanente: mais il aurait dû être en même temps annoncé aux paysans, devenus propriétaires, que si la noblesse avait possédé la terre par son sabre, et se dépouille aujourd'hui d'une partie de ses terres pour la leur donner, il fallait que pour cette seule et unique fois, chaque paysan montât à cheval et s'armât suivant ses moyens, pour devenir en tout point l'égal du noble, avec menace que ceux, individu, village ou contrée, qui ne le feraient pas, n'auraient pas droit aux avantages offerts.

Je proposais enfin que chaque partie de la famille slave délèguât un, deux, ou tout au plus trois citoyens, revêtus de la confiance des siens, pour être autorisés à contracter à l'étranger un emprunt suffisant pour l'armement qu'auraient pu exiger les circonstances. Déjà celui de mes compatriotes auquel j'avais confié une copie de mon projet avait été désigné pour en formuler les deux premiers articles, quand les bombes et la mitraille du général Windischgrätz annoncèrent la manière dont l'Autriche envisageait cette réunion.

Après tant d'efforts inutiles de ma part, en reportant ma pensée en arrière, je voyais cette Autriche suivre une conduite si désastreuse, désastreuse non seulement pour elle, mais pour l'équilibre européen, désastreuse surtout pour la cause de la société, car en 1846, encourageant par plus que de la tolérance les mouvements de Cracovie, elle a profité des menées de quelques têtes légères, aussi bien là qu'en Gallicie, pour amener un massacre où elle espérait pouvoir noyer dans le sang jusqu'au nom polonais, en soudoyant des sicaires égarés.

Plus tard, en 1848, les autorités de Cracovie permettent à une société formée par quelques Polonais en France, dans un but évident d'anarchie, de travailler les esprits de la ville jusqu'à ce que le désordre, inévitable suite de ces menées, leur fournisse le prétexte de lancer leurs troupes contre une population inoffensive et bombarder une ville polonaise que l'Autriche possédait contrairement aux traités, mais sur laquelle elle voulait exercer ses troupes aux bombardements subséquents de Prague, de Vienne et d'une autre ville polonaise, de Lemberg.

Mais ce, qui plus encore que toutes ces œuvres malfaisantes de la politique astucieuse du gouvernement autrichien, doit douloureusement frapper et révolter tout homme de bien, c'est

qu'au moment où la force des événements le met dans la nécessité de l'octroi d'une constitution pour l'empire, c'est-à-dire, d'une loi qui, entre autres résultats, doit être une nouvelle sauvegarde pour la propriété, il dépouille par un édit de bon plaisir, *proprio motu*, tous les propriétaires fonciers de la Gallicie, pour faire don d'une partie de leurs propriétés aux habitants des campagnes, et cela dans l'unique but d'arrêter les propriétaires de terres dans leur plus noble élan par lequel ils avaient déjà pris vis-à-vis des cultivateurs l'engagement solennel de leur faire eux-mêmes cette donation. L'Autriche a donc violé ici les lois les plus saintes de la propriété, uniquement dans le but de faire croire aux populations qu'elles recevaient cette récompense pour les massacres commis en 1846, et c'est bien dans cet esprit que les paysans l'interprètent jusqu'à ce moment. La paix entre les hommes, la paix aux hommes de cœur droit et de bonne volonté est donc une chose que ce gouvernement astucieux repousse de tous ses moyens, pour faire prévaloir le système immuable de sa monarchie, *divide et impera!*

C'est au moment où tout ce sombre tableau occupait ma pensée, que l'envoyé du gouvernement hongrois, le comte Teleki, vint chercher à faire ma connaissance et me fit la proposition de consacrer mon expérience de la guerre au service de la cause hongroise.

Il m'a paru que, fidèle aux sentiments de toute ma vie, il ne m'était pas permis de refuser des offres si flatteuses faites avec insistance et cordialité, car je crois que c'est aujourd'hui autour de la souche Magyare, comme remplaçant la monarchie autrichienne, que doivent se grouper les nationalités slaves.

Toutefois, comme, simultanément avec les propositions du comte Teleki, il m'était parvenu diverses lettres et autres écrits envoyés de la Gallicie, rédigés soit par des membres de l'assemblée nationale autrichienne, soit par des citoyens habitant la Gallicie, dans lesquels l'idée d'une union de notre cause polonaise avec la cause hongroise était présentée comme pernicieuse, j'ai cru devoir prendre, sous ce rapport, les renseignements les plus approfondis; la première démarche de ma part a donc été de demander au comte Teleki et aux autres envoyés hongrois, réunis à cet effet, s'il était vrai que les Magyares persistassent à refuser aux Croates les libertés pour lesquelles ils luttent eux-mêmes avec une si belle persévérance depuis une longue suite d'années; la réponse spontanée du comte Teleki, ainsi que de ses compatriotes, a été, que, loin de leur refuser quoi que ce soit de ces libertés, les Magyares ne seraient pas du tout contraires à voir la souche hongroise Croate s'arranger dans son intérieur suivant ses propres besoins et n'être liée avec les Magyares que par un lien fédératif.

Il me serait difficile de rapporter ici tout ce qui a été dit et par moi et par les délégués de la Hongrie dans les nombreuses conférences que nous avons eues ensemble; mais ce que je puis affirmer, c'est qu'autant que le cœur d'un homme désirant le bien peut être convaincu, le mien l'a été en ce que la Hongrie prenant les armes est animée des plus nobles volontés pour l'humanité en général et pour les Croates et autres nations slaves habitant la Hongrie en particulier.

Cependant, malgré les assurances du comte Teleki, malgré la lecture des ouvrages divers qui traitaient de cette question et qui m'ont convaincu que l'unique ou au moins la première cause de la lutte qui existe entre les Croates et les Hongrois provient des menées du gouvernement autrichien, conviction que celui qui comme moi connaît les actes et les ressorts que ce gouvernement a fait mouvoir en Gallicie acquiert facilement; malgré, dis-je, ces sources de conviction, j'ai voulu m'éclairer encore mieux dans une question où je voyais la masse de ma nation être, certes, de mon avis, mais où cependant un nombre assez considérable d'hommes de poids étaient depuis peu d'un avis contraire,

je me suis donc adressé à celui de mes compatriotes . qui était à même, par une attention suivie et une persévérante activité de plusieurs années, de connaître le mieux les griefs et sujets de dissentiment qui existaient entre les Magyares d'un côté, les Croates et les Serbes de l'autre, et faisant connaître à ce vertueux et digne patriote, et les propositions qui m'étaient faites et mon acceptation, je l'ai prié de vouloir bien me donner encore son avis et me communiquer les renseignements nécessaires.

J'ai trouvé mon respectable compatriote tel que me le figurais, c'est-à-dire au courant de tout et dévoué à notre cause comme il l'a été toute sa vie; il m'a fourni tout ce que j'aurais vainement cherché ailleurs, et m'a communiqué ses nombreuses correspondances, toutes récentes, dont il résulte que la haine de la domination allemande dépasse aussi bien chez les Serbes que chez les Croates le mauvais vouloir factice que l'Autriche a su faire naître chez eux contre les Magyares. Il m'a fait toutes ces communications en m'engageant à ne pas trop pencher ni pour les Magyares ni pour les Slaves qui habitent leur pays, mais à m'efforcer constamment de les concilier.

De toutes ces informations il résulte pour moi une preuve évidente :

1° Que l'Autriche n'a eu d'autre politique intérieure que de semer continuellement la désunion entre les populations soumises à son empire.

2° Que, toutes les fois qu'elle peut le faire impunément, elle n'hésite pas à retirer les promesses faites et les libertés accordées;

3° Qu'aucun sentiment de reconnaissance pour les nations qui l'ont secourue dans ses dangers n'a jamais existé chez elle, ce dont nous autres Polonais depuis Sobieski, comme les Hongrois depuis Marie-Thérèse, avons eu des preuves douloureuses.

Convaincu que ces mêmes Croates, dont l'Autriche se sert aujourd'hui pour vaincre la résistance des Hongrois, éprouveront tôt ou tard la même ingratitude, je me suis décidé, fort de ces convictions, à aller soutenir de tout mon pouvoir la cause des Hongrois contre l'Autriche.

Une fois en Hongrie, moi, Slave, je ne cesserai de tâcher de faire comprendre à mes frères Slaves, que notre intérêt le plus évident est de soutenir les Hongrois dans le réveil de leur nationalité, tout en engageant les Hongrois à conclure en même temps, avec les Slaves, un traité, qui leur assure leurs libertés, leurs privilèges et leur nationalité.

Je rappellerai sans cesse à ces populations slaves que les Magyares seuls ont de tout temps lutté contre l'astuce du gouvernement autrichien, qui cherchait à germaniser tous les peuples qui s'étaient volontairement livrés à elle, à condition de conserver leur nationalité distincte. Si donc aujourd'hui ces populations ne sont pas encore devenues allemandes, c'est uniquement aux efforts des Hongrois qu'elles le doivent. Je leur demanderai de rentrer dans leur conscience et de reconnaître si la cause de la vraie liberté n'est point aujourd'hui celle que soutiennent les Magyares, et cela, non seulement comme cause de la liberté de la Hongrie, mais comme celle de l'Europe entière.

Me mêler, sous tel autre titre que ce soit, de la politique de la nation hongroise, est une chose éloignée de ma pensée. De tout ce que j'expose dans cet écrit sur mes actes, je dirais presque sur mes pensées les plus intimes, on peut voir que, si la nation hongroise représentée par la diète, trouvait plus profitable de terminer par un accord à l'amiable ses différends avec l'Autriche, je serais loin de l'en dissuader.

Après cette consciencieuse relation des motifs qui m'ont porté à accueillir la proposition des délégués hongrois, je sens de mon devoir de m'épancher plus intimement devant mes propres compatriotes. Je leur dirai donc que, lorsque le comte Teleki, en présence de ceux de ses compatriotes qui avaient mission de l'assister, m'a dit : Général, venez chez nous, vous serez tout ce que vous voudrez ; ma réponse a été : Je serai tout, excepté général en chef ; et lorsqu'il a manifesté son étonnement, je lui ait dit que, là où une nation se réveille pour défendre sa nationalité, l'amour-propre du pays pourrait souffrir de voir le sort de la patrie confié à un étranger.

Quand, dans une conférence subséquente, il m'a demandé quelles seraient mes conditions, je lui ai répondu : Je n'en fais aucune, excepté celle de savoir positivement que le pouvoir central me désire. D'ailleurs, ai je ajouté, au lieu de conditions, je vous dirai : Je n'ai de ma vie servi d'autre cause que celle de ma patrie ; en me rendant chez vous, j'y vais avec l'espoir que mon dévouement dans les commandements qui pourront m'être confiés profitera, à la suite du développement de votre cause, à ma propre patrie.

Je me dispose donc à servir la cause hongroise dans les buts les plus louables, les plus désintéressés ; je n'y vais chercher aucun avantage personnel, je m'y rends pour mettre une longue expérience de la guerre au service d'une vraie liberté, que j'espère toujours aussi pure d'ambition exclusive que d'anarchie ; j'y vais surtout, comme je l'ai déjà dit, dans l'espoir d'y être utile, non seulement à la cause de ma seule patrie, mais à celle de toutes les souches de la grande famille slave ; j'espère contribuer à rendre le drapeau magyare si glorieux, si pur de toute idée de nationalité dominante, que toutes les souches de la grande famille slave s'enorgueillissent de faire cause commune avec lui.

Mais, afin de ne nuire en aucune façon à la cause de ma patrie, je déclare formellement que je n'attends, ni ne souhaite, ni n'appelle aucun aide ni secours de la Pologne ; loin de là, je souhaite qu'aucune partie de la Pologne ne fasse le moindre mouvement, et cela, non seulement dans ce moment, mais même plus tard, jusqu'à ce que les événements de la guerre indiquent le moment propice, car aujourd'hui chacun doit comprendre que, loin de servir notre cause, loin de servir celle de la Hongrie, nous ne ferions que lui attirer plus d'ennemis sur les bras.

Je conjure donc tous les Polonais, habitant n'importe quelle partie de la Pologne, de ne rien faire qui puisse compromettre même leurs personnes, leurs parents, ou leur avoir ; j'aurais des regrets toute ma vie si j'étais cause qu'une seule larme polonaise ait coulé par suite de ma démarche ; je vais seul me sacrifier ou m'exposer, et si Dieu me vient en aide, ce dont j'ai le vif espoir, que ma nation en profite, mais si je n'atteins pas le but que je me propose, que mes propres compatriotes me renient plutôt que d'avoir à souffrir à cause de moi dans le développement de leur nationalité par d'autres voies dans lesquelles il m'est impossible d'avoir la moindre confiance.

Je termine en déclarant que si, après être arrivé en Hongrie, je ne trouvais pas ce que je me promets et ce que j'expose dans cet écrit, si j'y voyais une tendance à l'anarchie ou à opprimer les nationalités au lieu de les affranchir, je quitterais ce pays pour rentrer dans la retraite où j'ai vécu depuis dix-huit ans.

Il s'est passé plus d'un mois depuis la rédaction de cet écrit ; des événements graves ayant eu lieu pendant cette période, j'ai cru ne pas devoir mettre trop d'empressement à mon départ. L'abdication de l'empereur Ferdinand, l'arrivée au pouvoir d'un jeune souverain, François-Joseph, m'ont fait penser qu'une jeune âme, un jeune cœur amèneraient, dès l'avènement du nouveau souverain, quelque acte de nature à prouver à l'humanité que la vieille politique de l'Autriche, si justement repoussée par les populations soumises à son pouvoir, allait totalement changer, et faire place à une conduite loyale et généreuse, capable de rallier tout homme désirant le bien. Fidèle à mes principes, à ma conviction, que le bonheur de l'humanité est plus facile à être établi quand il émane d'en haut, j'ai cru devoir attendre les premiers actes du jeune souverain pour juger de l'avenir ; mais je vois avec douleur que rien n'a changé ; ce n'est partout qu'oppression, menace, lois éludées par des mises en état de siège, livrant tout au plus brutal arbitraire, réponses faites à la Diète contenant un double sens, ce qui non seulement ne promet rien de bon pour l'avenir, mais fait, au contraire, naître des craintes, justement motivées, qu'une fois la résistance sérieuse qu'oppose la nation hongroise vaincue, toutes les promesses faites aux libertés constitutionnelles ne soient révoquées ou éludées ; ces craintes sont surtout redoutables pour nous Polonais, puisque nous voyons parmi les principaux ministres de l'Autriche les mêmes hommes qui, ayant eu le pouvoir suprême en Gallicie, après les massacres de 1846, ont cherché à donner à ces actes révoltants la couleur d'une justice accomplie, et, comme pour aggraver le malheur de cette province, y ont introduit un nouvel élément de discorde en faisant naître une haine, qui n'avait jamais existé, entre la partie polonaise et la partie ruthénienne de sa population, et tout cela pour maintenir le système immuable de la politique autrichienne, *divide et impera*.

Outre cet événement politique, il est également survenu des choses qui modifient ce que j'ai dit plus haut, quant à ce qui m'est personnel, c'est-à-dire que là où je croyais aller seul de ma nation affronter des dangers, il se trouve que le général Bem a réussi à arriver en Hongrie, et que depuis, la formation d'une Légion polonaise y a été commencée. Mais ces deux circonstances réunies ne me font pas changer de détermination quant à mon désir qu'aucune partie de la Pologne ne fasse le moindre mouvement ; j'ai l'espoir que tous les Polonais, aussi bien ceux qui habitent le pays, que ceux qui combattent dans les rangs hongrois, me comprendront, et verront que tout mouvement partiel ou toute insurrection dans le pays, ne produirait qu'un affaiblissement de forces pour l'avenir et provoquerait des malheurs individuels. Ce n'est point une prudence outrée ou des vues mesquines qui me dirigent dans cette détermination de recommander le calme à mon pays ; au contraire, j'ai l'espoir que de la lutte qui a lieu sur la terre libre de la Hongrie, découlera un nouvel ordre de choses pour toute l'Europe, et je crois que, comme au jour du Jugement dernier tous les morts doivent sortir de leurs tombeaux, ainsi de cette lutte doit sortir la résurrection de toutes les nationalités, et le retour à la liberté et à l'indépendance de toutes les souches nationales dont se compose la grande famille européenne ; mais pour que ce but soit plus facilement atteint, il faut que chaque nation se prépare dans son intérieur, que chaque individu se prépare dans sa propre pensée, et que cette pensée commune soit le mobile pour chacun de tout sacrifier, lorsque le tour de sa nation sera venu de se lever ; il faut que chaque Polonais rentre dans sa conscience, qu'il s'adresse avec ferveur à Dieu pour le prier de chasser de son âme tout esprit de parti, que personne ne s'attache à faire prévaloir telle ou telle forme de gouvernement, qu'il laisse ce soin à la nation librement rassemblée, et qu'il n'agisse que dans le grand but de reconstruire une patrie forte, libre et juste pour tous.

Paris, rue Roquépine, 8, le 1^{er} janvier 1849.

Le Général HENRI DEMBIŃSKI.